

CHAPITRE II. — *De la méthode d'échantillonnage à observer pour la vérification de la validité des déclarations de soutien exprimées en faveur d'une proposition d'initiative citoyenne*

Art. 5. Les contrôles destinés à vérifier que les signataires des déclarations de soutien ont l'âge requis pour voter aux élections du Parlement européen, qu'ils ont la qualité de Belge ou de ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne et sont inscrits à titre de résidence principale soit aux registres de la population d'une commune belge, soit aux registres d'un poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger, visés à l'article 3, alinéa 2, 2° et 3°, de la loi du 14 janvier 2013 relative à l'initiative citoyenne au sens du Règlement européen (UE) n° 211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011, sont effectués à partir d'un échantillon représentatif établi en appliquant les paramètres suivants :

- nombre total de déclarations;
- fiabilité : 95 %;
- marge d'erreur : 3 %;
- taux maximum de déclarations de soutien non valides : 15 %.

Art. 6. Lorsqu'une double ou multiple déclaration de soutien est détectée, une seule déclaration de soutien est prise en considération pour établir le nombre de déclarations de soutien exprimées en faveur d'une proposition d'initiative citoyenne.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

HOOFDSTUK II. — *Steekproefmethode voor de controle van de geldigheid van de steunbetuigingen voor een voorstel van burgerinitiatief*

Art. 5. De controles, bedoeld in artikel 3, tweede lid, 2° en 3°, van de wet van 14 januari 2013 betreffende het burgerinitiatief in de zin van de Europese Verordening (EU) nr. 211/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011, om na te gaan of de ondertekenaars van de steunbetuigingen de vereiste leeftijd hebben waarop ze mogen stemmen voor de verkiezingen van het Europees Parlement, of zij de hoedanigheid van Belg of onderdaan van een andere Lidstaat van de Europese Unie hebben en in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente ingeschreven zijn als daar hun hoofdverblijf hebbend, of in de registers van een Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland ingeschreven zijn, worden uitgevoerd via representatieve steekproeven vastgelegd aan de hand van de volgende parameters :

- totale aantal betuigingen;
- betrouwbaarheid : 95 %;
- foutmarge : 3 %;
- maximum percentage ongeldige steunbetuigingen : 15 %.

Art. 6. Wanneer éénzelfde steunbetuiging twee of meerdere keren terugkomt, wordt er slechts rekening gehouden met één steunbetuiging om het aantal steunbetuigingen voor een voorstel van burgerinitiatief te bepalen.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00794]

1^{er} DECEMBRE 2013. — Arrêté royal relatif aux conditions de formation auxquelles doit répondre le personnel des entreprises de sécurité maritime

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, l'article 13.20, § 1^{er}, 5°, c;

Vu l'avis 53.346/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacées par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° la loi : la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière;
- 2° entreprise de sécurité maritime : entreprise telle que visée à l'article 13.18 de la loi;
- 3° agent : personne telle que visée à l'article 13.20, § 1^{er}, 5°, de la loi;
- 4° dirigeant opérationnel : l'agent qui est désigné par l'entreprise de sécurité maritime pour diriger les autres agents au cours de la mission et qui assure la direction opérationnelle de celle-ci;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00794]

1 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit betreffende de opleidingsvereisten waaraan het personeel van de maritieme veiligheids-ondernemingen moet voldoen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, artikel 13.20, § 1, 5°, c;

Gelet op het advies 53.346/2 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2013, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de wet : de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;
- 2° maritieme veiligheidsonderneming : onderneming zoals bedoeld in artikel 13.18 van de wet;
- 3° agent : persoon zoals bedoeld in artikel 13.20, § 1, 5°, van de wet;
- 4° operationele leidinggevende : de agent die door de maritieme veiligheidsonderneming wordt aangeduid om de andere agenten te leiden tijdens de opdracht en die de operationele leiding neemt van deze;

- 5° équipe de sécurité maritime : équipe qui assure la surveillance, la protection et la sécurité à bord du navire;
- 6° ministre : le Ministre de l'Intérieur;
- 7° l'administration : la Direction Sécurité privée de la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur.

CHAPITRE II. — *Conditions de formation pour le personnel des entreprises de sécurité maritime*

Art. 2. Chaque dirigeant opérationnel et chaque agent d'une entreprise de sécurité maritime doit être détenteur d'une "attestation de compétence agent de sécurité maritime".

CHAPITRE III. — *Formation du personnel des entreprises de sécurité maritime*

Art. 3. L' « attestation de compétence agent de sécurité maritime » est délivrée après que l'intéressé ait suivi avec fruit une formation comportant au moins 40 heures de cours constituées des branches suivantes :

- 1° Obligations et compétences de l'agent de sécurité maritime et procédures qu'il doit suivre pour la surveillance des navires contre la piraterie : 18 heures de cours;
- 2° Droit pénal appliqué dans le contexte de lutte contre la piraterie maritime : 4 heures de cours;
- 3° Techniques en cas d'utilisation de menottes : 3 heures de cours;
- 4° Techniques en cas de rétention et de contrôles de sécurité : 3 heures de cours;
- 5° Techniques appliquées d'esquives : 12 heures de cours.

CHAPITRE IV. — *Règles relatives à l'organisation de la formation*

Art. 4. Le ministre peut déterminer la description du contenu de la formation. Il peut déterminer les objectifs finaux de la formation.

Art. 5. La formation doit être orientée sur la pratique et s'accorder avec la fonction et l'activité concernée par la formation. Son contenu doit être adapté à l'évolution de la législation ayant des répercussions sur le secteur de la sécurité maritime.

Art. 6. Les cours doivent être organisés en français, en néerlandais ou en anglais. Il appartient à l'entreprise de sécurité maritime de choisir la langue dans laquelle l'élève sera formé.

Art. 7. Les heures de cours visées au présent arrêté, constituent le minimum de ce qui doit être enseigné pour la formation et les différentes branches. Elles ne comprennent pas les tests et examens. Les heures de cours mentionnées comportent 60 minutes.

CHAPITRE V. — *Règles relatives aux examens et attestations*

Art. 8. Toutes les branches sont soumises à examen suivant la règle suivante : pour réussir les examens clôturant la formation, il faut obtenir au minimum soixante pour cent des points dans chaque branche prescrite à l'article 3.

Art. 9. Les épreuves de repêchage peuvent être présentées sans obligation de suivre à nouveau la formation prévue à l'article 3 du présent arrêté si les cours ont été régulièrement suivis. Celui qui n'a pas réussi les épreuves après le premier examen de repêchage doit à nouveau suivre les matières pour lesquelles il n'a pas obtenu soixante pour cent des points, avant de participer une nouvelle fois aux examens.

Art. 10. Les examens relatifs aux matières visées à l'article 3 ne peuvent être réalisées et évaluées que par l'organisme de formation.

Art. 11. Les attestations originales seront délivrées à l'intéressé dans le mois de l'acquisition des résultats des examens qu'il a réussi avec fruit.

Art. 12. Sous peine de nullité, les mentions suivantes figurent sur chaque attestation :

- 1° le nom de l'organisme de formation;
- 2° l'adresse de l'organisme qui délivre l'attestation;
- 3° la dénomination de la formation suivie, telle qu'utilisée dans le présent arrêté, ainsi que les dates de début et de fin du cours et le fait que l'intéressé a suivi la formation conformément au présent arrêté;
- 4° le nom, date de naissance, lieu de naissance et numéro de registre national de l'intéressé;
- 5° la date de délivrance;

5° maritieme veiligheidsploeg : ploeg die voor het toezicht, de bescherming en veiligheid aan boord van het schip zorgt;

6° minister : de minister van Binnenlandse Zaken;

7° de administratie : de directie Private Veiligheid bij de Algemene Directie Veiligheid en Preventie bij de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

HOOFDSTUK II. — *Opleidingsvereisten voor het personeel van de maritieme veiligheidsondernemingen*

Art. 2. Elke operationele leidinggevende en elke agent van een maritieme veiligheidsonderneming moet houder zijn van een "bekwaamheidsattest maritieme veiligheidsagent".

HOOFDSTUK III. — *Opleiding van het personeel van de veiligheidsondernemingen*

Art. 3. "Het bekwaamheidsattest maritieme veiligheidsagent" wordt verstrekt nadat de betrokkene een opleiding van minstens 40 lesuren en bestaande uit volgende vakken, met goed gevolg heeft gevolgd :

- 1° Verplichtingen en bevoegdheden van de maritieme veiligheidsagent en procedures die hij moet volgen bij het bewaken van schepen tegen piraterij : 18 lesuren;
- 2° Strafrecht, toegepast binnen de context van de strijd tegen maritieme piraterij : 4 lesuren;
- 3° Technieken bij het gebruik van handboeien : 3 lesuren;
- 4° Technieken bij vattng en veiligheidscontroles : 3 lesuren;
- 5° Toegepaste ontwijingstechnieken : 12 lesuren.

HOOFDSTUK IV. — *Regels inzake de organisatie van de opleiding*

Art. 4. De minister kan de nadere inhoudsomschrijving van de opleidingen vaststellen. Hij kan eindtermen bepalen van de opleiding.

Art. 5. De opleiding dient praktijkgericht en afgestemd te zijn op de functie en activiteit waarop de opleiding betrekking heeft. De inhoud ervan dient aangepast te zijn aan de evolutie van de wetgeving met weerslag op de sector van de maritieme veiligheid.

Art. 6. De lessen dienen in het Frans, Nederlands of Engels te worden georganiseerd. De maritieme veiligheidsonderneming kiest de taal waarin de cursist zal worden opgeleid.

Art. 7. De in dit besluit bedoelde lesuren vormen het minimum van wat voor de opleiding en voor de onderscheiden vakken moet worden gedoceerd. Ze omvatten niet de testen en de examens. De vermelde lesuren bedragen 60 minuten.

HOOFDSTUK V. — *Regels betreffende examens en attesten*

Art. 8. Alle vakken worden geëxamineerd met inachtneming van de volgende regel : om te slagen voor de examens ter afsluiting van de opleiding moet minimum zestig procent van de punten behaald worden voor elk in het artikel 3 aangegeven vak.

Art. 9. De herexamens kunnen afgelegd worden zonder de verplichting de opleiding, zoals bepaald in artikel 3 van onderhavig besluit, opnieuw te volgen, indien de lessen regelmatig gevolgd werden. Wie, na het eerste herexamen, niet geslaagd is, dient de vakken waarop hij geen zestig procent van de punten behaalde, opnieuw te volgen, alvorens zich voor de examens opnieuw aan te melden.

Art. 10. De examens met betrekking tot de materies zoals bedoeld in artikel 3 mogen enkel door de opleidingsinstelling georganiseerd of geëvalueerd worden.

Art. 11. De originele attesten worden aan de betrokkene afgegeven binnen de maand nadat de resultaten van de examens, die hij met goed gevolg heeft afgelegd, bekend zijn.

Art. 12. Op elk attest komen, op straffe van nietigheid, de volgende vermeldingen voor :

- 1° de naam van de opleidingsinstelling;
- 2° het adres van de instelling die het attest uitreikt;
- 3° de benaming van de gevolgde opleiding, zoals gebruikt in dit besluit alsook de begin- en einddatum ervan en het feit dat de betrokkene de opleiding gevolgd heeft in overeenstemming met dit besluit;
- 4° de naam, geboortedatum, geboorteplaats en rijksregisternummer van de betrokkene;
- 5° de datum van de uitreiking;

- 6° le cas échéant, le numéro de l'attestation délivrée par l'administration;
- 7° le nom du responsable et sa signature.

Art. 13. Les attestations sont rédigées dans la langue dans laquelle la formation a été suivie.

Art. 14. Les attestations sont valables à partir de la date de leur délivrance, visée à l'article 11.

Art. 15. Le modèle des attestations est joint en annexe au présent arrêté.

CHAPITRE VI. — Règles relatives à l'organisation de la formation

Art. 16. Pour pouvoir être dispensée, la formation doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° la formation ne peut être dispensée que par les organismes dont le lieu d'établissement se situe dans un État membre de l'Union européenne et qui répond aux conditions prévues dans le brevet des gens de mer en application de la Directive 2008/106/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2008 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer;
- 2° le centre de formation doit disposer d'un programme de cours qui comprend au moins le programme minimum tel que prévu au présent arrêté et qui satisfait à la description de contenu, telle que visée à l'article 3;
- 3° chaque matière doit être documentée, d'un syllabus écrit ou d'un manuel d'où il ressort que les conditions visées au 2° et que les conditions visées aux articles 5 et 7 sont remplies;
- 4° la formation doit être dispensée avec le matériel didactique nécessaire pour qu'elle puisse être en concordance avec les objectifs du présent arrêté;
- 5° l'organisme de formation doit informer préalablement le Ministre de l'Intérieur lorsqu'il organise pour la première fois la formation visée à l'article 3.

Art. 17. L'administration se réserve le droit de vérifier si les cours sont conformes aux dispositions prévues dans le présent arrêté. Elle peut demander au centre de formation de lui communiquer toutes les pièces nécessaires à cette fin.

Art. 18. L'administration peut demander au centre de formation de lui communiquer les coordonnées et les résultats des personnes inscrites à la formation.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 19. Les dirigeants opérationnels et les agents de sécurité maritime travaillant pour une entreprise de sécurité maritime autorisée doivent être détenteur de « l'attestation de compétence agent de sécurité maritime », au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 20. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

6° in voorkomend geval, het attestnummer, verstrekt door de administratie;

7° de naam van de verantwoordelijke en zijn handtekening.

Art. 13. De attesten zijn opgesteld in de landstaal waarin de opleiding is gevolgd.

Art. 14. De attesten zijn geldig vanaf de datum van hun uitreiking, bedoeld in artikel 11.

Art. 15. Het model van de attesten is gevoegd in bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — Regels inzake de organisatie van de opleiding

Art. 16. Om te kunnen worden erkend, dient de opleiding aan volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° de opleiding kan enkel worden gegeven door de instellingen waarvan de vestigingsplaats zich situeert binnen een lidstaat van de Europese Unie en die voldoen aan de voorwaarden voorzien in de diplomering van de zeevarende in toepassing van de Richtlijn 2008/106/CE van het Europees Parlement en de Raad van 3 december 2008 inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden;
- 2° de opleidingsinstelling moet een lessenprogramma voorzien dat minstens het minimumprogramma omvat zoals voorzien in dit besluit en dat voldoet aan de nadere inhoudsomschrijving, zoals bedoeld in artikel 3;
- 3° elk vak moet gedocumenteerd zijn met een schriftelijke syllabus of handboek, waaruit blijkt dat voldaan is aan de vereisten, bedoeld onder 2°, en aan de vereisten bedoeld in de artikelen 5 en 7;
- 4° de opleiding moet gedoceerd worden met het noodzakelijke didactisch materiaal om deze in overeenstemming met de doelstellingen van dit besluit te kunnen verstrekken;
- 5° de opleidingsinstelling moet de Minister van Binnenlandse Zaken voorafgaandelijk informeren wanneer zij voor de eerste maal de opleiding zoals bedoeld in artikel 3 organiseert.

Art. 17. De administratie behoudt zich het recht voor om na te gaan of de vakken conform zijn met de bepalingen van onderhavig besluit. Daartoe kan ze aan de opleidingsinstelling vragen om alle noodzakelijke stukken over te maken.

Art. 18. De administratie kan aan de opleidingsinstelling vragen om de coördinaten en de resultaten van de ingeschreven personen voor de opleiding, over te maken.

HOOFDSTUK VII. — Eindbepalingen

Art. 19. De operationeel leidinggevenden en de maritieme veiligheidsagenten die werken voor een vergunde maritieme veiligheids-onderneming moeten houder zijn van het "bekwaamheidsattest maritieme veiligheidsagent" uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van onderhavig besluit.

Art. 20. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

Annexe

L'attestation est imprimée sur papier format A4 (portrait)

NOM (organisme de formation)	
ADRESSE DE L'ENTREPRISE	
DENOMINATION DE L'ATTESTATION	
Le/La (dénomination de la formation/du test) du; au (date de début et de fin de formation/test) organisée conformément aux dispositions de l'arrêté Royal du 1 ^{er} décembre 2013 relatif aux conditions de formation auxquelles doit répondre le personnel des entreprises de sécurité maritime.	
Cette attestation est délivrée à :	
Monsieur/Madame	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
NOM DU RESPONSABLE (organisme de formation)	
SIGNATURE DU RESPONSABLE	
Date de délivrance :	Numéro d'attestation :

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} décembre 2013 relatif aux conditions de formation auxquelles doit répondre le personnel des entreprises de sécurité maritime.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Bijlage

Het attest wordt afgedrukt op A4-formaat (staand)

NAAM (opleidingsinstelling)	
ADRES ONDERNEMING	
NAAM ATTEST	
De (naam opleiding/test) van (begin- en einddatum of datum test) en georganiseerd conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 1 december 2013 betreffende de opleidingsvereisten waaraan het personeel van de maritieme veiligheidsondernemingen moet voldoen.	
Dit attest wordt afgegeven aan :	
De heer/mevrouw	
Geboortedatum	
Geboorteplaats	
NAAM VERANTWOORDELIJKE (opleidingsinstelling)	
HANDTEKENING VERANTWOORDELIJKE	
Datum uitreiking :	Attestnummer :

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 1 december 2013 betreffende de opleidingsvereisten waaraan het personeel van de maritieme veiligheidsondernemingen moet voldoen.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET